

L'administration Bush relâche la pression sur l'Icann

Le 29 septembre 2006 le gouvernement américain et l'Icann (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) ont signé un accord ayant pour conséquence d'offrir à l'organisme en charge de la gestion du net plus d'autonomie.

Cet accord historique signé avec le département du commerce américain (DOC) est un pas essentiel vers une plus grande indépendance de l'organisation qui est responsable de la gestion et de la régulation du 3W.

Il faut dire que les impératifs de l'Icann détaillés dans le précédent accord le Memorandum of Understanding (MoU) n'était plus d'actualité ce texte prenant fin à la date du 30 septembre, mais il s'agit d'une marque de confiance du DOC qui considère que l'Icann est une organisation suffisamment sérieuse pour accomplir sa mission de régulation.

L'Icann n'a plus à se soumettre aux obligations du DOC en termes de gouvernance du Web. Il y aura toujours des contrôles et des rencontres entre les différents groupes, mais l'Icann ne devra plus se justifier auprès du DOC tous les six mois. Par contre, un rapport annuel sera publié sur son site à l'intention de la communauté internet.

« La signature de cet accord est la preuve que l'ICANN est une organisation fiable et responsable en ce qui concerne le management de l'Internet » explique le Dr Paul Twomey, président et CEO de l'ICANN dans un communiqué.

Dr Twomey se réjouit de cette nouvelle déclarant « C'est une belle victoire pour la communauté qui gère l'Icann. Cette dernière se compose de personnes très impliquées et principalement de volontaires qui prennent leurs responsabilités très au sérieux. Ce résultat est une forme de récompense. »

Désormais l'Icann va être à même de décider seul de ses priorités et a priori il b'y aura plus de contrôle du DoC. Cet accord a une durée de vie limitée dans le temps jusqu'en 2009, si le travail réalisé par l'organisation répond aux attentes il sera probablement renouvelé.

« J'accueille avec plaisir l'intention déclarée du gouvernement américain d'accorder plus d'autonomie à l'Icann et de stopper sa surveillance de la gestion quotidienne de l'Internet dans les trois ans à venir », a détaillé Viviane Reding, commissaire européenne en charge de la Société de l'information.